Adresse des Participants de la Conférence "Décolonisation : Révolution Silencieuse" organisée par le Groupe d'Initiative de Bakou

Date : 15 avril 2025

Lieu : Siège des Nations Unies à New York

Titre : Réparations : Confrontation à l'Héritage du Colonialisme

Nous, participants de la conférence Décolonisation : Révolution Silencieuse, organisée par le Groupe d'Initiative de Bakou (BIG) le 15 avril 2025, condamnons catégoriquement les structures durables du colonialisme et le refus continu des puissances coloniales de prendre la responsabilité de leurs crimes historiques. Le colonialisme — marqué par l'exploitation systémique, le travail forcé, l'aliénation culturelle et spirituelle et la brutalité de l'esclavage — a infligé des dommages irréparables aux communautés afro descendantes dans le monde entier. Ces injustices persistent à travers des formes modernes d'oppression économique, de destruction culturelle et de marginalisation politique systémique.

La conférence Décolonisation : Révolution Silencieuse, tenue au Siège des Nations Unies à New York, était un appel urgent à l'action. Nous rejetons la rhétorique vide et exigeons des réparations immédiates et concrètes. Les réparations ne sont pas des actes de générosité, mais une dette en retard, ancrée dans des principes de justice, de dignité humaine et de responsabilité historique.

Considérations Clés

Le régime colonial n'était pas un simple événement historique, mais une agression violente et systématique qui a détruit des civilisations, pillé des ressources et asservi des populations entières. Le déplacement forcé, la subjugation économique et l'exploitation humaine sous le colonialisme ont créé des inégalités structurelles qui persistent aujourd'hui. Les exemples flagrants de ces conséquences sont observés dans les pays qui sont encore sous la domination coloniale de la France et des Pays-Bas, tels que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française, la Réunion, l'île Comorienne Mayotte, Bonaire, Saint-Martin et d'autres. Les réparations ne sont pas une option — elles sont une obligation consubstantielle à la décolonisation. Les structures économiques exploitantes imposées sous le régime colonial continuent d'enrichir les puissances coloniales tout en appauvrissant les populations afro descendantes. Le système économique

mondial reste truqué en faveur des colonisateurs. Les réparations doivent inclure la redistribution complète de la richesse volée, le retour des terres expropriées et le démantèlement des politiques économiques néocoloniales qui perpétuent la dépendance et l'exploitation. L'effacement délibéré des langues africaines, des traditions, de la spiritualité et des identités culturelles étaient un acte de guerre contre des civilisations entières. Le vol d'artefacts culturels et culturels, et la destruction des connaissances indigènes doivent être rectifiés par un rapatriement immédiat et un investissement institutionnel dans la résurgence culturelle. Les réparations doivent garantir l'émancipation politique totale de ces communautés, leur assurant représentation, autorité décisionnelle et pouvoir institutionnel. Les crimes du colonialisme — notamment le génocide, l'asservissement et l'oppression systémique — sont des crimes contre l'humanité. Les puissances coloniales doivent reconnaître publiquement leur culpabilité, fournir une transparence totale concernant leurs crimes coloniaux et établir des mécanismes juridiquement contraignants pour compenser les communautés affectées. Tout refus de se conformer devrait être accompagné de sanctions internationales et de conséquences diplomatiques.

Appel à l'Action Immédiate

Nous, participants de la conférence Décolonisation : Révolution Silencieuse, demandons les actions immédiates suivantes de la part de la communauté internationale :

Prendre les mesures nécessaires pour que les réparations soient versées par les puissances coloniales. Cela signifie une compensation financière directe, le retour des terres volées, des investissements majeurs dans l'éducation et la santé, et la création de fonds de justice économique pour autonomiser durablement les communautés afro descendantes. Le retour des artefacts culturels et culturels volés n'est pas à débattre — c'est un droit. Toute institution, gouvernement ou collectionneur privé détenant encore un patrimoine pillé doit être contraint de le restituer, avec des conséquences légales d'astreinte pour non-conformité. Les cultures afro descendantes doivent être protégées par des lois internationales strictes. Les réparations ne peuvent être des gestes vides, des actes mémoriels ou des excuses symboliques. Les crimes économiques du colonialisme doivent être pleinement abordés, les dettes illégitimes doivent être annulées et remboursées lorsqu'elles ont été remboursées, des politiques de commerce équitable mises en

place, et la richesse volée remboursée en totalité. Les systèmes juridiques doivent être appliqués pour tenir les puissances coloniales responsables.

Les communautés afro descendantes ne doivent plus être exclues du pouvoir. Elles doivent avoir une représentation complète dans les institutions mondiales, les gouvernements nationaux et les instances décisionnelles.

Nous exprimons également notre soutien aux organisations, notamment au Groupe d'Initiative de Bakou et toutes autres qui mènent un travail dans le cadre du droit international afin de sensibiliser la communauté internationale et de conscientiser l'humanité des problématiques de colonialisme contre l'oppression des états coloniaux. A cet égard, nous dénonçons résolument la résolution visant à condamner les soi-disant ingérences de l'Azerbaïdjan et du Groupe d'initiative de Bakou en Nouvelle-Calédonie et dans les outre-mer adoptées par l'Assemblée nationale de l'Etat colonial français.

Pour finir, nous souhaitons profiter de cette occasion pour exprimer notre sincère gratitude au Groupe d'Initiative de Bakou pour l'organisation de cette conférence et pour avoir fourni une plateforme pour faire entendre l'appel urgent à la justice, aux réparations et à la décolonisation.